



PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35.

PA/BN

N° 2002-46/30-2002 A

05 Mars 2002 *de*

PPG'

PI

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de la Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, et notamment son article 3.5,

VU la Directive n° 96/82-CE du 9 Décembre 1996 dite « SEVESO II »,

VU l'arrêté ministériel du 10 Mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 7, 8 et 9,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 12 Février 2002,

CONSIDÉRANT que la Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS qui exploite un dépôt - ZI Berge du Sud - Boîte Postale n° 82 - 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE (13230) est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant devait remettre à l'échéance du 3 Février 2001, la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement,

CONSIDÉRANT que l'établissement ne respecte pas les dispositions du décret, ni de l'arrêté ministériel précités.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1er

La Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS, dont le siège social est situé Place du Bassin - 69702 GIVORS, est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, dès réception du présent document :

- l'article 3.5 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour application de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'article 8 de l'arrêté du 10 Mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs ;

en remettant, pour l'établissement qu'elle exploite à l'adresse suivante :

Z. I. Berge du Sud - Boîte Postale n° 82 - 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE ;

- une étude de dangers globale à l'établissement donnant notamment :
 - la description de l'établissement et de son environnement ;
 - l'accidentologie ;
 - la prise en compte des risques d'agression externe, notamment le séisme, la foudre et les inondations ;
 - les éléments importants pour la sécurité ;
 - les éléments relatifs à la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles pour la prévention des risques
 - la description synthétique du système de gestion de la sécurité de l'établissement ;
 - les éléments nécessaires à la définition des zones de maîtrise de l'urbanisation et du plan particulier d'intervention.

ARTICLE 2

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement (suspension d'activité, consignation de somme, travaux d'office,...) indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-DU-RHONE,
 - Madame la Sous-Préfète d'ARLES,
 - Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile,
 - ✕- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 5 MARS 2002

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Invern
Martine INVERNON



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel
Emmanuel BERTHIER